

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 31 mars 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Produit intérieur brut par industrie, janvier 2015	3
Le produit intérieur brut réel a affiché une légère baisse de 0,1 % en janvier, après avoir augmenté de 0,3 % en décembre et diminué de 0,2 % en novembre.	
Emploi, rémunération et heures de travail, janvier 2015	10
En janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 948 \$, en légère hausse de 0,4 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,0 %.	
Étude : Mobilité scolaire et résultats scolaires des élèves des Premières Nations vivant hors réserve, 2012	18
Étude : Quels sont les facteurs qui expliquent les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des élèves des écoles secondaires privées?	20
Étude : Dynamique trimestrielle des entreprises et de l'emploi : estimations expérimentales, premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2014	22
Services de restauration et débits de boissons, janvier 2015	23
Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 2013 (données définitives)	25
Caractéristiques des voyageurs internationaux d'une nuit ou plus, 2013	26
Estimations trimestrielles expérimentales sur l'entrée et la sortie des entreprises, deuxième et troisième trimestres de 2014	27
Coup d'œil sur le Canada, 2015	28
Nouveaux produits et études	29
Calendrier des communiqués : avril 2015	30



Communiqués

Produit intérieur brut par industrie, janvier 2015

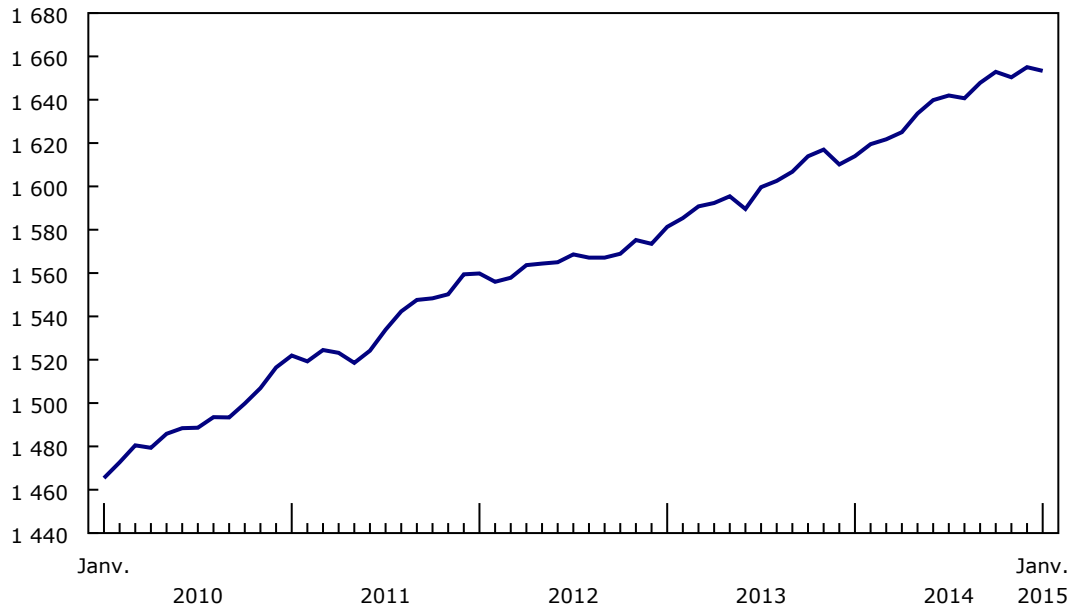
Le produit intérieur brut réel a affiché une légère baisse de 0,1 % en janvier, après avoir augmenté de 0,3 % en décembre et diminué de 0,2 % en novembre.

La production des industries de services a reculé de 0,3 % en janvier, soit la première baisse enregistrée depuis février 2014. Cette baisse a été principalement attribuable aux diminutions enregistrées dans le commerce de gros et le commerce de détail et, dans une moindre mesure, dans les services de transport et d'entreposage, ainsi que dans l'hébergement et les services de restauration. Par contre, les services professionnels et le secteur de la finance et des assurances ont affiché des hausses. Le secteur public (enseignement, santé et administrations publiques combinés) a augmenté légèrement.

La production de biens a progressé de 0,3 % en janvier, après avoir affiché une hausse de 0,4 % en décembre, principalement par suite des augmentations qu'ont connues l'extraction de pétrole et de gaz, les services publics, ainsi que le secteur de l'agriculture et de la foresterie. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par des baisses dans la fabrication et, dans une moindre mesure, dans la construction.

Graphique 1 Le produit intérieur brut réel baisse légèrement en janvier

milliards de dollars enchaînés (2007) — Ensemble des industries



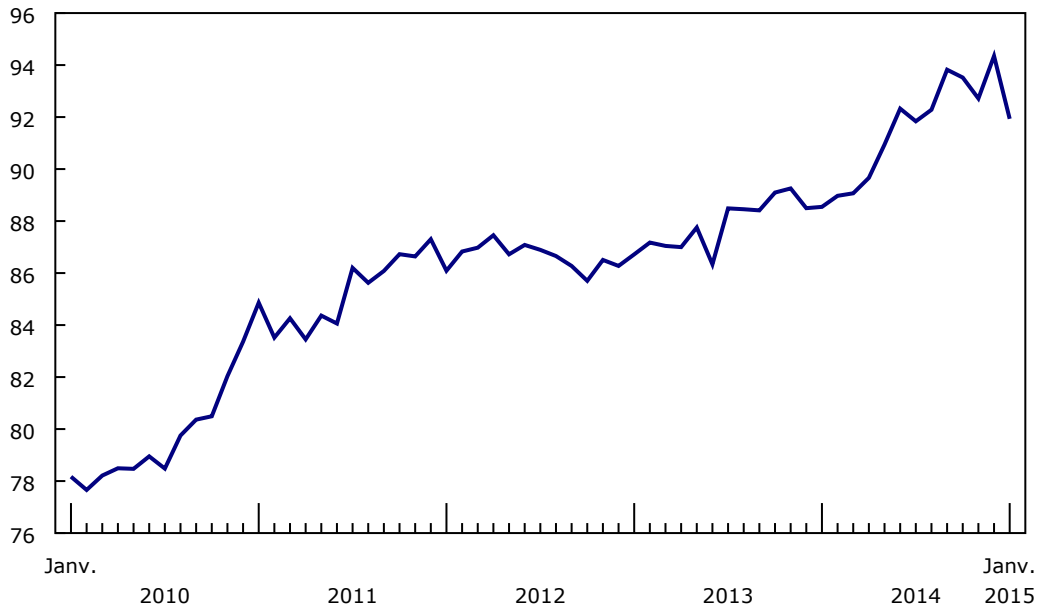
Source(s) : Tableau CANSIM 379-0031.

Le commerce de gros et le commerce de détail diminuent

Le commerce de gros a diminué de 2,6 % en janvier, après avoir augmenté de 1,8 % en décembre. Le commerce de gros de matériaux et de fournitures de construction, ainsi que de véhicules automobiles et de pièces, a principalement contribué à la baisse enregistrée en janvier. Les activités des grossistes de produits divers (y compris les fournitures agricoles) et des grossistes de machines, de matériel et de fournitures ont aussi connu des baisses.

Graphique 2 Le commerce de gros baisse en janvier

Produit intérieur brut en milliards de dollars enchaînés (2007)



Source(s) : Tableau CANSIM [379-0031](#).

Le commerce de détail a reculé de 1,0 % en janvier, ce qui représente une deuxième baisse mensuelle consécutive. Des baisses marquées ont été observées dans les magasins d'alimentation, les magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres et les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles. Par contre, les activités au détail dans les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires, ainsi que dans les stations-service, étaient en hausse.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz augmente

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a augmenté de 1,4 % en janvier, après avoir diminué de 0,9 % en décembre, surtout en raison d'une augmentation dans l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques.

Après avoir diminué de 2,1 % en décembre, l'extraction de pétrole et de gaz a progressé de 2,6 % en janvier. L'extraction de pétrole par des méthodes non classiques a affiché une hausse notable, après deux baisses mensuelles consécutives, la production ayant augmenté après une période de maintenance au cours du quatrième trimestre dans quelques installations des sables bitumineux. Toutefois, tant l'extraction de pétrole brut et que celle de gaz naturel par des méthodes classiques ont diminué en janvier.

Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière ont reculé de 2,0 % en janvier en raison des baisses qui ont touché les services de montage. Les prix du pétrole brut ont diminué de façon marquée en janvier et sont en baisse depuis juillet 2014. Les prix du gaz naturel ont aussi affiché une baisse en janvier, le cinquième recul depuis août 2014.

L'extraction minière et l'exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz) ont diminué de 0,4 % en janvier. Les baisses dans l'extraction de minerais métalliques et de charbon ont plus que contrebalancé les hausses dans l'extraction de potasse.

La production manufacturière diminue

La production manufacturière a diminué de 0,7 % en janvier, après avoir augmenté de 2,1 % en décembre.

La fabrication de biens durables a reculé de 0,7 % en janvier. Des baisses ont été enregistrées dans la fabrication de machines et de matériel de transport. Par ailleurs, la fabrication de produits minéraux non métalliques, tout comme celles de produits informatiques et électroniques et de produits métalliques ont affiché des hausses.

La fabrication de biens non durables a diminué de 0,7 % en janvier, principalement en raison des baisses notables qui ont touché la fabrication de produits chimiques, ainsi que de produits en plastique et en caoutchouc. Par contre, des hausses ont été enregistrées dans la fabrication de boissons et de produits du tabac.

La construction affiche une baisse

La construction a affiché une baisse de 0,4 % en janvier. La construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels était en baisse, tandis que les travaux de génie ont connu une hausse.

Les activités des agents et courtiers immobiliers ont diminué de 5,7 % en janvier, soit une cinquième baisse mensuelle consécutive. Cette diminution a été principalement attribuable à la faiblesse du marché de la revente de maisons en Alberta et en Saskatchewan.

Le secteur de la finance et des assurances est en hausse

Le secteur de la finance et des assurances a progressé de 0,2 % en janvier, après avoir crû de 1,3 % en décembre. Les services bancaires et les services d'assurance ont augmenté, tandis que les services d'investissement financier ont reculé.

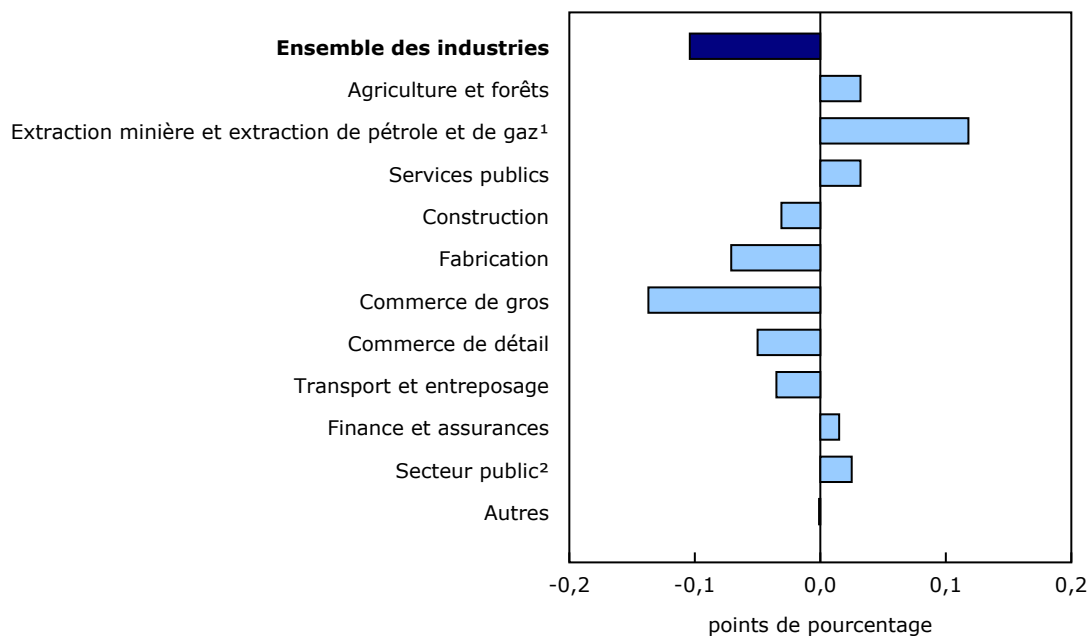
Autres industries

Les services publics ont affiché une hausse de 1,4 % en janvier, en raison des augmentations enregistrées par la production, la transmission et la distribution d'électricité, ainsi que par la distribution de gaz naturel.

Le secteur public (enseignement, santé et administrations publiques combinés) a connu une légère hausse de 0,1 %.

Le secteur de l'agriculture et de la foresterie a progressé de 1,9 % en janvier, du fait de la croissance des cultures agricoles et de l'élevage, ainsi que du secteur de la foresterie.

Graphique 3
Contribution des principaux secteurs industriels à la variation en pourcentage du produit intérieur brut, janvier 2015



1. Comprend l'exploitation en carrière.

2. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Source(s) : Produit intérieur brut par industrie (1301).

Note aux lecteurs

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie aux prix de base sont des estimations selon des indices de volume en chaîne dont l'année de référence est 2007. Cela signifie que les données pour chaque industrie et chaque agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 2007. Les données mensuelles sont ajustées aux indices de volume Fisher du PIB enchaînés annuellement, lesquels sont obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants jusqu'à la dernière année des tableaux d'entrées-sorties (2011).

Pour la période commençant en janvier 2012, on a établi les données en enchaînant un indice de volume Laspeyres à pondération fixe à la période précédente. La pondération fixe est constituée des prix de la production des industries de 2011.

Cette approche rend les données mensuelles du PIB par industrie plus comparables à celles du PIB établies selon les dépenses, enchaînées trimestriellement.

Toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Révisions

Dans le présent communiqué sur le PIB mensuel par industrie, les données ont été révisées rétrospectivement jusqu'à janvier 2014.

Pour obtenir plus de renseignements concernant le PIB national mensuel par industrie, consultez le module [Système des comptes macroéconomiques](#) figurant sur notre site Web.

Le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM) est une source de renseignements précieux pour les entreprises, les administrations publiques et les Canadiens. Afin que ces comptes demeurent pertinents, les concepts, les méthodes, les systèmes de classification et les sources de données sous-jacents doivent être mis à jour périodiquement.

La prochaine révision complète du SCCM aura lieu à la fin de 2015. Le document « Un aperçu de la révision complète de 2015 du Système canadien des comptes macroéconomiques » ([13-605-X](#)), qui met en relief les changements proposés, est maintenant disponible. Les utilisateurs sont encouragés à consulter ce document afin de préparer leurs systèmes et leurs cadres analytiques en prévision des nouveaux concepts, méthodes, systèmes de classification et sources de données qui seront intégrés dans le SCCM.

Tableau 1
Produit intérieur brut mensuel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2007) —
Données désaisonnalisées

	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^r	Octobre 2014 ^r	Novembre 2014 ^r	Décembre 2014 ^r	Janvier 2015 ^p	Janvier 2015 ^p	Janvier 2014 à janvier 2015 ^p
	variation mensuelle en %						millions de dollars ¹	variation en %
Ensemble des industries	-0,1	0,4	0,3	-0,2	0,3	-0,1	1 653 319	2,4
Industries productrices de biens	-1,0	1,0	0,4	-0,5	0,4	0,3	501 984	3,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-1,6	-0,3	0,2	0,7	0,5	1,9	26 333	-4,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	-1,7	2,4	1,1	-0,8	-0,9	1,4	140 833	4,8
Services publics	1,3	1,4	-1,2	2,8	-1,6	1,4	40 002	0,5
Construction	-0,5	-0,0	0,3	-0,1	0,3	-0,4	118 073	1,8
Fabrication	-1,1	0,8	0,3	-1,5	2,1	-0,7	175 677	4,4
Industries productrices de services	0,3	0,2	0,3	0,0	0,2	-0,3	1 152 250	2,2
Commerce de gros	0,5	1,7	-0,3	-0,9	1,8	-2,6	91 932	3,8
Commerce de détail	0,2	0,7	-0,2	0,6	-1,4	-1,0	88 539	1,5
Transport et entreposage	0,0	-0,4	-0,0	-0,3	1,2	-0,8	68 890	2,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	-0,0	-0,2	0,0	-0,1	-0,4	0,0	52 157	-1,2
Finance et assurance	0,9	0,8	0,5	-0,1	1,3	0,2	115 048	4,8
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0	-0,1	207 992	2,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,6	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,3	88 538	3,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,2	0,2	0,4	0,9	1,0	0,1	12 079	2,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion de déchets et d'assainissement	0,1	0,1	-0,1	-0,3	-0,1	0,3	41 226	0,7
Services d'enseignement	0,5	-1,0	2,4	0,5	-0,1	0,2	86 363	2,1
Soins de santé et assistance sociale	0,2	0,0	0,2	0,0	-0,0	0,1	111 463	1,4
Arts, spectacles et loisirs	0,6	-0,6	-0,6	1,2	-0,2	0,7	11 482	1,7
Hébergement et services de restauration	1,2	-0,3	0,1	0,0	0,7	-0,8	34 405	2,9
Autres services, sauf les administrations publiques	-0,0	0,5	0,3	-0,2	0,0	0,1	32 895	2,0
Administrations publiques	0,0	-0,2	0,0	-0,0	-0,1	0,1	109 939	-0,2
Autres agrégations								
Production industrielle	-1,1	1,5	0,4	-0,8	0,4	0,4	362 739	4,0
Fabrication de biens non durables	-1,0	-0,4	0,7	-1,8	2,1	-0,7	71 911	2,8
Fabrication de biens durables	-1,2	1,6	0,0	-1,2	2,0	-0,7	104 226	5,6
Secteur des technologies de l'information et des communications	0,7	0,4	-0,4	0,0	0,0	-0,6	72 684	2,1
Secteur de l'énergie	-1,4	2,0	0,4	0,2	-1,5	1,3	161 170	2,4
Secteur public	0,2	-0,3	0,7	0,1	-0,1	0,1	307 779	1,0

r révisé

p provisoire

1. Aux taux annuels.

Source(s) : Tableau CANSIM 379-0031.

Données offertes dans CANSIM : tableau [379-0031](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [1301](#).

Les données de février sur le produit intérieur brut par industrie seront diffusées le 30 avril.

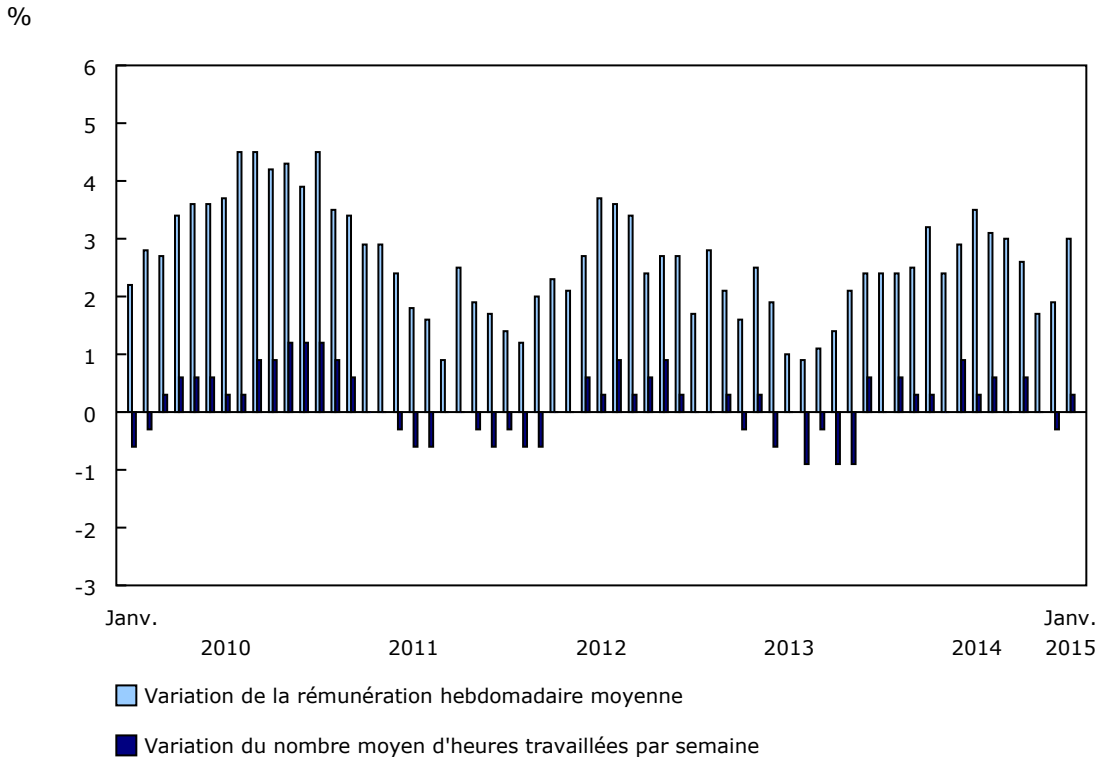
Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Allan Tomas au 613-790-6570, Division des comptes des industries.

Emploi, rémunération et heures de travail, janvier 2015

En janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles s'est établie à 948 \$, en légère hausse de 0,4 % par rapport au mois précédent. Comparativement à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 3,0 %.

Graphique 1 Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre moyen d'heures travaillées par semaine



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0063.

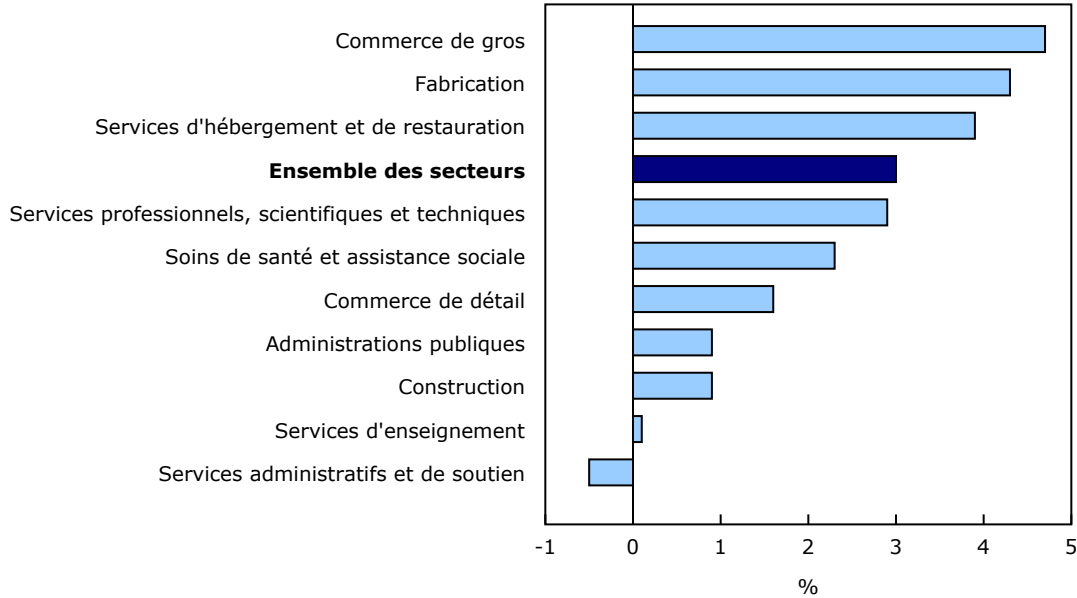
La hausse de 3,0 % de la rémunération hebdomadaire par rapport à janvier 2014 s'explique par divers facteurs, y compris la croissance des salaires, les variations de la composition de l'emploi par secteur, par profession et par niveau d'expérience de travail, ainsi que le nombre moyen d'heures travaillées par semaine. En janvier, les employés salariés non agricoles ont travaillé en moyenne 33,0 heures, soit autant d'heures que le mois précédent et un nombre d'heures presque inchangé par rapport à la moyenne de 32,9 heures observée un an plus tôt.

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne entre janvier 2014 et janvier 2015 a été supérieure à la moyenne nationale dans 3 des 10 principaux secteurs d'activité, soit dans le commerce de gros, la fabrication et les services d'hébergement et de restauration.

Graphique 2

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne dans les 10 principaux secteurs, janvier 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0047.

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le commerce de gros a progressé de 4,7 % pour atteindre 1 178 \$. La croissance de la rémunération s'est répartie dans l'ensemble des industries de ce secteur. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées par les grossistes de produits divers, de véhicules automobiles et de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles, ainsi que par les grossistes de machines, de matériel et de fournitures.

Même si la rémunération hebdomadaire dans le secteur de la fabrication était en hausse de 4,3 %, pour s'établir à 1 053 \$ en janvier, la rémunération dans ce secteur se situe autour de ce niveau depuis juin 2014. Les hausses les plus marquées entre janvier 2014 et janvier 2015 ont touché la fabrication de machines, de produits métalliques et d'aliments. Parallèlement, la rémunération a diminué sensiblement dans la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans les services d'hébergement et de restauration a augmenté de 3,9 %, pour s'établir à 378 \$, la plupart des industries ayant affiché des hausses.

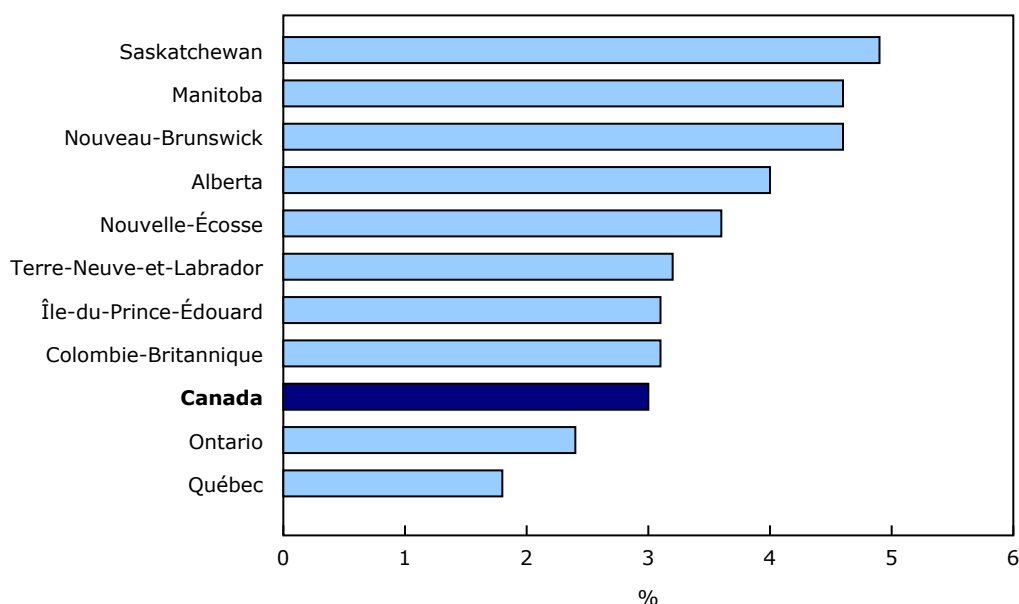
Au cours des 12 mois ayant pris fin en janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne a peu varié dans la construction, dans les services d'enseignement, ainsi que dans les services administratifs et services de soutien.

Rémunération hebdomadaire moyenne par province

La rémunération hebdomadaire moyenne des employés salariés non agricoles a augmenté dans toutes les provinces entre janvier 2014 et janvier 2015. La croissance la plus forte a été notée en Saskatchewan, et la plus faible, au Québec.

Graphique 3

Variation sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne par province, janvier 2015



Source(s) : Tableau CANSIM 281-0049.

La rémunération hebdomadaire moyenne en Saskatchewan s'est établie à 988 \$ en janvier, en hausse de 4,9 %, comparativement au creux de 941 \$ enregistré en janvier 2014. La croissance de la rémunération s'est répartie dans la plupart des secteurs, les hausses les plus fortes ayant touché l'industrie de l'information et l'industrie culturelle, ainsi que le transport et l'entreposage.

Au Manitoba, la rémunération hebdomadaire a progressé de 4,6 % pour s'établir à 882 \$ en janvier, reflétant une tendance à la hausse qui s'est amorcée en novembre 2013. La croissance s'est répartie dans la plupart des secteurs de la province, tout particulièrement dans les secteurs du transport et de l'entreposage, des soins de santé et de l'assistance sociale, ainsi que des services d'enseignement.

Au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne au Nouveau-Brunswick a augmenté de 4,6 % pour s'établir à 848 \$. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans les services d'enseignement, les services administratifs et services de soutien, ainsi que la fabrication.

En Alberta, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 4,0 % par rapport à 12 mois plus tôt pour atteindre 1 171 \$. Les hausses se sont réparties dans la plupart des secteurs de cette province.

La rémunération hebdomadaire moyenne en Nouvelle-Écosse a progressé de 3,6 % pour s'établir à 836 \$, les hausses les plus marquées ayant été observées dans le transport et l'entreposage, les services d'enseignement, ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale.

Par rapport à 12 mois plus tôt, la rémunération hebdomadaire a augmenté de 1,8 % au Québec pour s'établir à 849 \$ en janvier, l'ensemble de la croissance s'étant produite au cours de la première moitié de la période.

Emploi salarié non agricole par secteur

Le nombre total d'emplois salariés non agricoles a augmenté de 48 100 en janvier, après avoir connu une hausse de 21 500 en décembre. Les hausses les plus marquées en janvier ont été observées dans les soins de santé et l'assistance sociale, la construction, ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques. Parallèlement, le nombre d'emplois salariés a diminué dans le commerce de détail, les services administratifs et services de soutien et dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz.

Au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en janvier, le nombre d'employés salariés non agricoles a connu une hausse de 209 000, ou de 1,3 %.

De janvier 2014 à janvier 2015, les services immobiliers et les services de location et de location à bail ont affiché le taux de croissance de l'emploi le plus élevé, soit 4,9 %. L'emploi dans ce secteur suit une tendance à la hausse depuis 2012. Comparativement à un an plus tôt, l'emploi dans la construction a progressé de 3,5 %, la majeure partie de la croissance s'étant produite de mai à octobre. Dans les services professionnels, scientifiques et techniques, la croissance de l'emploi entre janvier 2014 et janvier 2015 a été de 3,4 %, et elle s'est produite majoritairement de mars à août. L'emploi dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz a connu une hausse de 2,8 % au cours des 12 mois ayant pris fin en janvier, l'ensemble de la hausse s'étant produite au cours de la première moitié de la période.

Comparativement à janvier 2014, l'emploi était pratiquement inchangé dans le commerce de détail et la fabrication, deux des plus grands secteurs industriels. Parallèlement, l'emploi a diminué dans les services publics (-1,6 %) et dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (-1,5 %).

Révisions

À partir de la présente diffusion, les séries de données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) ont fait l'objet d'une révision chronologique et les données désaisonnalisées ont été révisées selon les facteurs saisonniers les plus récents. Les révisions chronologiques ont été apportées à un certain nombre d'industries, selon la province et le territoire, rétroactivement à 2001, et se sont concentrées dans la portion du secteur public de l'économie, et plus particulièrement les administrations publiques.

Note aux lecteurs

L'EERH est une combinaison d'un recensement des retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada et des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, laquelle recueille de l'information auprès d'un échantillon de 15 000 établissements. Le principal objectif de l'EERH est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, du nombre d'emplois et du nombre d'heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Cette analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont l'objectif premier est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle du taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

À la suite de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances affichées par les données sont assez semblables.

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées. L'élimination de l'effet des variations saisonnières facilite les comparaisons. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur les employés rémunérés non agricoles portent sur tous les employés rémunérés à l'heure et les salariés, ainsi que sur la catégorie des « autres employés », qui comprend les employés payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

Les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les employés rémunérés à l'heure et les salariés, et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération comprennent les heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pu être classées dans une catégorie du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre d'employés.

Dans chaque communiqué, les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les données du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à solliciter et à utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

	Janvier 2014	Décembre 2014 ^r	Janvier 2015 ^p	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	919,95	943,68	947,68	4,00	27,73	0,4	3,0
Foresterie, exploitation et soutien	1 024,14	1 083,38	1 104,08	20,70	79,94	1,9	7,8
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	1 983,70	2 025,39	2 010,65	-14,74	26,95	-0,7	1,4
Services publics	1 688,32	1 860,04	1 842,06	-17,98	153,74	-1,0	9,1
Construction	1 213,33	1 226,82	1 224,75	-2,07	11,42	-0,2	0,9
Fabrication	1 009,00	1 043,58	1 052,69	9,11	43,69	0,9	4,3
Commerce de gros	1 124,51	1 184,14	1 177,57	-6,57	53,06	-0,6	4,7
Commerce de détail	538,99	544,53	547,63	3,10	8,64	0,6	1,6
Transport et entreposage	961,01	1 077,86	1 045,28	-32,58	84,27	-3,0	8,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 113,70	1 177,20	1 170,38	-6,82	56,68	-0,6	5,1
Finance et assurances	1 148,08	1 147,92	1 207,94	60,02	59,86	5,2	5,2
Services immobiliers, de location et de location à bail	915,14	984,56	938,26	-46,30	23,12	-4,7	2,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 298,26	1 340,61	1 335,99	-4,62	37,73	-0,3	2,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 333,79	1 357,70	1 378,31	20,61	44,52	1,5	3,3
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	761,08	747,85	757,55	9,70	-3,53	1,3	-0,5
Services d'enseignement	986,68	983,22	987,27	4,05	0,59	0,4	0,1
Soins de santé et assistance sociale	846,68	867,62	866,56	-1,06	19,88	-0,1	2,3
Arts, spectacles et loisirs	551,62	587,70	596,59	8,89	44,97	1,5	8,2
Services d'hébergement et de restauration	364,22	381,96	378,30	-3,66	14,08	-1,0	3,9
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	744,11	776,10	779,68	3,58	35,57	0,5	4,8
Administrations publiques	1 191,68	1 204,56	1 202,73	-1,83	11,05	-0,2	0,9
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	958,16	1 006,98	988,81	-18,17	30,65	-1,8	3,2
Île-du-Prince-Édouard	769,36	790,19	793,46	3,27	24,10	0,4	3,1
Nouvelle-Écosse	806,67	829,20	836,03	6,83	29,36	0,8	3,6
Nouveau-Brunswick	810,91	847,51	848,42	0,91	37,51	0,1	4,6
Québec	834,47	862,12	849,28	-12,84	14,81	-1,5	1,8
Ontario	928,98	946,10	951,34	5,24	22,36	0,6	2,4
Manitoba	843,26	879,18	882,37	3,19	39,11	0,4	4,6
Saskatchewan	941,24	991,30	987,51	-3,79	46,27	-0,4	4,9
Alberta	1 126,21	1 157,93	1 170,84	12,91	44,63	1,1	4,0
Colombie-Britannique	886,83	895,30	914,59	19,29	27,76	2,2	3,1
Yukon	1 033,16	1 036,03	1 040,18	4,15	7,02	0,4	0,7
Territoires du Nord-Ouest	1 296,97	1 428,13	1 437,56	9,43	140,59	0,7	10,8
Nunavut	1 177,80	1 265,07	1 295,73	30,66	117,93	2,4	10,0

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

	Janvier 2014	Décembre 2014 ^r	Janvier 2015 ^p	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	15 498,5	15 659,4	15 707,5	48,1	209,0	0,3	1,3
Forêt, exploitation et soutien	39,1	38,9	39,5	0,5	0,4	1,3	0,9
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	225,7	234,2	232,0	-2,2	6,3	-0,9	2,8
Services publics	117,7	115,6	115,8	0,3	-1,8	0,2	-1,6
Construction	959,1	986,9	993,0	6,2	33,9	0,6	3,5
Fabrication	1 489,4	1 488,9	1 490,5	1,6	1,1	0,1	0,1
Commerce de gros	771,6	782,1	782,2	0,1	10,6	0,0	1,4
Commerce de détail	1 928,2	1 938,8	1 934,1	-4,7	6,0	-0,2	0,3
Transport et entreposage	727,6	731,5	733,6	2,2	6,1	0,3	0,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	319,5	313,4	314,9	1,5	-4,7	0,5	-1,5
Finance et assurances	699,2	705,5	710,6	5,1	11,3	0,7	1,6
Services immobiliers, de location et de location à bail	274,6	286,9	288,0	1,1	13,4	0,4	4,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	827,3	849,4	855,4	6,0	28,1	0,7	3,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	102,8	103,4	103,3	-0,1	0,6	-0,1	0,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	775,7	777,3	774,3	-3,0	-1,4	-0,4	-0,2
Services d'enseignement	1 217,5	1 221,5	1 224,4	2,9	6,8	0,2	0,6
Soins de santé et assistance sociale	1 766,3	1 789,8	1 801,5	11,8	35,2	0,7	2,0
Arts, spectacles et loisirs	255,5	256,4	256,9	0,5	1,4	0,2	0,6
Services d'hébergement et de restauration	1 188,3	1 212,7	1 216,4	3,7	28,1	0,3	2,4
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	542,3	549,7	552,6	2,9	10,3	0,5	1,9
Administrations publiques	1 042,5	1 039,3	1 043,0	3,7	0,5	0,4	0,0
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	217,3	219,0	219,4	0,4	2,1	0,2	0,9
Île-du-Prince-Édouard	63,1	62,4	62,9	0,4	-0,2	0,7	-0,3
Nouvelle-Écosse	398,4	399,7	402,7	2,9	4,3	0,7	1,1
Nouveau-Brunswick	305,9	300,6	302,2	1,6	-3,7	0,5	-1,2
Québec	3 483,2	3 487,1	3 489,5	2,5	6,3	0,1	0,2
Ontario	5 885,4	5 956,8	5 977,2	20,4	91,8	0,3	1,6
Manitoba	580,6	581,2	584,2	3,0	3,6	0,5	0,6
Saskatchewan	481,9	485,4	485,5	0,1	3,6	0,0	0,8
Alberta	2 024,9	2 079,9	2 082,4	2,4	57,5	0,1	2,8
Colombie-Britannique	1 994,8	2 026,1	2 040,4	14,3	45,6	0,7	2,3
Yukon	21,3	20,1	20,2	0,1	-1,1	0,3	-5,4
Territoires du Nord-Ouest	27,4	26,5	26,4	0,0	-1,0	-0,1	-3,7
Nunavut	14,4	14,6	14,6	0,0	0,3	0,2	1,8

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2012.

Source(s) : Tableau CANSIM [281-0063](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [281-0023](#), [281-0024](#), [281-0026](#), [281-0027](#), [281-0029](#), [281-0030](#), [281-0032](#), [281-0033](#), [281-0035](#) à [281-0039](#), [281-0041](#) à [281-0049](#) et [281-0063](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2612](#).

Il est possible de consulter un [tableau sommaire](#) à partir de l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, sous le module *Tableaux sommaires*, choisissez *Sujet* puis *Travail*.

Les données de février sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 30 avril.

Une version mise à jour du *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G)* est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Une mise à jour du *Guide des Statistiques sur les postes vacants (72-210-G)* est aussi maintenant disponible.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Andrew Fields au 613-951-3551 (andrew.fields@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Étude : Mobilité scolaire et résultats scolaires des élèves des Premières Nations vivant hors réserve, 2012

Les élèves des Premières Nations vivant hors réserve qui avaient changé d'école une fois, pour des raisons autres que la progression normale dans le système scolaire, étaient plus susceptibles d'avoir redoublé une année que ceux n'ayant pas connu ce changement ou qui avaient changé d'école une fois en raison de la progression normale dans le système scolaire, selon une nouvelle étude fondée sur les données de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012. Cette constatation s'appliquait même lorsque les effets de variables comme l'âge, le sexe, le revenu du ménage, la situation des particuliers dans le ménage et la résidence dans une région rurale ou un centre de population étaient pris en compte.

Parmi les élèves des Premières Nations vivant hors réserve, de la 1^{re} à la 6^e année, qui avaient changé d'école, un peu moins des deux tiers (65 %) ont déclaré que ce changement était attribuable à des raisons autres que la progression normale dans le système scolaire. La proportion était supérieure au tiers (37 %) chez les élèves des Premières Nations vivant hors réserve de la 7^e à la 12^e année.

La principale raison pour laquelle les élèves des Premières Nations vivant hors réserve avaient changé d'école, autre que la progression normale dans le système scolaire, était le déménagement de la famille. Deux élèves sur cinq de la 1^{re} à la 6^e année ont mentionné cette raison, comparativement à un élève sur cinq chez ceux de la 7^e à la 12^e année.

Il a été démontré qu'un changement d'école avait une incidence négative sur la réussite scolaire des enfants non autochtones. Le fait de mieux comprendre l'incidence d'un changement d'école peut être particulièrement pertinent pour les Premières Nations, compte tenu de leur mobilité résidentielle relativement grande et de leurs résultats scolaires plus faibles.

L'étude permet de comparer les caractéristiques des élèves des Premières Nations vivant hors réserve qui ont changé d'école à celles des élèves n'ayant pas connu un tel changement. Les élèves ayant changé d'école sont ceux qui ont fréquenté deux écoles pour des raisons autres que la progression normale dans le système scolaire (p. ex. un déménagement de la famille, des notes trop faibles ou des interactions sociales problématiques à l'école). Les élèves n'ayant pas changé d'école ont fréquenté une seule école ou deux, mais la raison du changement était la progression normale dans le système scolaire (p. ex. le passage du primaire au secondaire).

Les élèves des Premières Nations vivant hors réserve qui avaient changé d'école ont obtenu de moins bons résultats scolaires

Un peu plus de 10 % des élèves des Premières Nations vivant hors réserve, de la 1^{re} à la 6^e année, qui avaient changé d'école ont redoublé une année scolaire, par rapport à 6 % de ceux n'ayant pas connu ce changement. Les élèves de la 1^{re} à la 6^e année qui avaient changé d'école étaient aussi plus enclins à avoir reçu du tutorat.

La mobilité scolaire avait aussi une incidence sur les résultats scolaires des élèves plus âgés. Par exemple, les élèves des Premières Nations vivant hors réserve, de la 7^e à la 12^e année, qui avaient changé d'école étaient moins susceptibles que ceux n'ayant pas connu un tel changement d'avoir obtenu surtout des A dans leur dernier bulletin scolaire (22 % par rapport à 34 %) ou d'être heureux à l'école (80 % par rapport à 90 %). De plus, 28 % des élèves ayant changé d'école avaient redoublé une année scolaire, comparativement à 13 % de ceux n'ayant pas changé d'école.

Les élèves de la 1^{re} à la 6^e année qui ont changé d'école étaient plus susceptibles que ceux n'ayant pas connu ce changement d'avoir besoin d'aide en raison d'un trouble du comportement ou d'un problème émotionnel

Les élèves des Premières Nations vivant hors réserve, de la 1^{re} à la 6^e année, qui avaient changé d'école étaient plus susceptibles que ceux n'ayant pas connu un tel changement d'avoir eu besoin d'aide ou d'en avoir reçu en raison d'un trouble du comportement ou d'un problème émotionnel (41 % par rapport à 23 %). Les élèves ayant changé d'école étaient aussi plus susceptibles que ceux qui n'avaient pas connu un tel changement d'être des Indiens inscrits et d'habiter un centre de population.

Les élèves de la 7^e à la 12^e année qui avaient changé d'école étaient plus susceptibles que ceux n'ayant pas connu un tel changement de vivre dans un ménage à faible revenu

Les élèves des Premières Nations vivant hors réserve, de la 7^e à la 12^e année, qui avaient changé d'école étaient plus susceptibles que ceux n'ayant pas connu un tel changement de vivre dans un ménage à faible revenu (38 % par rapport à 22 %), d'avoir des parents qui ne détenaient pas de diplôme d'études secondaires et d'habiter un centre de population. En outre, ils étaient moins susceptibles que les élèves n'ayant pas changé d'école d'avoir des parents qui participaient aux activités scolaires.

Note aux lecteurs

L'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) est une enquête nationale sur les conditions socioéconomiques des peuples autochtones (Premières Nations vivant hors réserve, Métis et Inuits) âgés de six ans et plus. L'EAPA de 2012, le quatrième cycle de cette enquête, porte principalement sur les questions liées à l'éducation, l'emploi et la santé.

*Un **centre de population** compte au moins 1 000 habitants et pas moins de 400 personnes par kilomètre carré. Le terme « centre de population » remplace le terme « secteur urbain ».*

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3250.

L'article intitulé « Mobilité scolaire et résultats scolaires des élèves des Premières Nations vivant hors réserve » est maintenant offert dans la publication *Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 (89-653-X)*, maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Quels sont les facteurs qui expliquent les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des élèves des écoles secondaires privées?

Les élèves des écoles secondaires privées ont tendance à avoir de meilleurs résultats que leurs homologues des écoles publiques, mais cela semble être attribuable pour une large part aux antécédents socioéconomiques plus favorables des élèves des écoles privées et de leurs pairs. Une nouvelle étude portant sur les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des écoles secondaires privées a montré qu'aucune des différences dans les résultats n'était attribuable aux ressources et aux pratiques des écoles.

Dans le cadre de l'étude, on a utilisé un échantillon de 7 142 jeunes âgés de 15 ans qui étaient inscrits en 10^e année dans des écoles secondaires publiques et privées, que l'on a par la suite suivi jusqu'à l'âge de 23 ans. On a mis l'accent sur les notes obtenues aux examens normalisés en lecture, mathématiques et science à l'âge de 15 ans, ainsi que sur les titres scolaires acquis à l'âge de 23 ans.

En moyenne, les élèves de l'échantillon qui fréquentaient des écoles secondaires privées ont obtenu des notes plus élevées de 8 % à 9 % aux examens normalisés que les élèves qui fréquentaient des écoles secondaires publiques. À l'âge de 23 ans, ceux qui avaient fréquenté une école secondaire privée avaient aussi en général obtenu des titres scolaires plus élevés que les anciens élèves d'écoles publiques. Par exemple, 35 % des élèves des écoles privées avaient obtenu un diplôme d'un programme universitaire à l'âge de 23 ans, comparativement à 21 % des élèves des écoles publiques.

Les élèves qui fréquentaient des écoles secondaires privées étaient plus susceptibles de présenter des caractéristiques socioéconomiques positivement associées au succès scolaire. Cela comprenait un revenu familial plus élevé ou des parents ayant fait des études universitaires. Par ailleurs, les écoles privées et publiques étaient concentrées dans des provinces différentes et, ainsi, pouvaient avoir des programmes d'études différents. Par contre, les ressources et les pratiques des écoles ne différaient que légèrement entre les écoles publiques et privées.

Deux facteurs ont été uniformément à l'origine d'une part considérable des différences dans tous les résultats scolaires examinés, à savoir les caractéristiques socioéconomiques des élèves et celles de leurs pairs. Combinés, ces facteurs ont été à l'origine d'environ la moitié de la différence dans les notes moyennes aux examens normalisés et d'environ les deux tiers de la différence dans les taux d'obtention d'un diplôme universitaire.

La province de fréquentation scolaire était aussi à l'origine d'une part considérable des différences dans les résultats scolaires et dans les taux d'obtention de diplômes d'études secondaires. Toutefois, cela était moins vrai pour les résultats au niveau postsecondaire. Les ressources et les pratiques des écoles avaient peu ou n'avaient pas de répercussions sur les différences dans tous les résultats scolaires observés.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 4435 et 5060.

Le document de recherche « D'où proviennent les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des élèves des écoles secondaires privées? », qui fait partie de la série *Direction des études analytiques : documents de recherche (11F0019M)*, est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Un article plus court intitulé « Pourquoi les perspectives scolaires sont-elles plus prometteuses pour les élèves des écoles secondaires privées? », qui fait partie de la publication *Aperçus économiques (11-626-X)* et complète le document de recherche, est aussi accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études semblables peuvent être consultées dans le module *Mise à jour sur la recherche sociale* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Frenette au 613-864-0762 (marc.frenette@statcan.gc.ca), Division de l'analyse sociale et de la modélisation.

Étude : Dynamique trimestrielle des entreprises et de l'emploi : estimations expérimentales, premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2014

Depuis le début de la dernière récession, les taux d'entrée des nouvelles entreprises ainsi que les emplois qu'elles ont créés ont diminué comparativement à ceux observés pendant la période précédant la récession. Du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2008, le taux de création d'emplois moyen trimestriel annualisé des nouvelles entreprises était de 2,3 %, comparativement à 1,5 % pour la période allant du quatrième trimestre de 2008 au troisième trimestre de 2014. Le taux d'entrée des entreprises présentait une tendance semblable, mais moins prononcée. Avant le troisième trimestre de 2008, le taux d'entrée des entreprises moyen trimestriel annualisé était de 15,2 %, comparativement à la moyenne de 13,6 % observée après la récession.

Depuis la fin des années 1980, Statistique Canada produit des statistiques annuelles sur l'entrée et la sortie d'entreprises ainsi que sur la création et la destruction d'emplois. Ces statistiques sont fondées sur les données du Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE). Toutefois, le délai entre la fin de l'année et la production des statistiques est important. Par exemple, les données du PALE de 2013 ne seront pas disponibles avant l'été de 2015. Les estimations trimestrielles expérimentales répondent au besoin d'avoir des indicateurs infra-annuels récents de la dynamique des entreprises et de l'emploi.

Les données pour la période allant du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2014 sont disponibles et se rapportent à tous les secteurs industriels à l'exclusion des secteurs engagés surtout dans les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que les administrations publiques.

Au troisième trimestre de 2014, le taux de création d'emplois et le taux d'entrée étaient respectivement de 1,6 % et de 13,5 %. Ces taux étaient semblables aux moyennes observées après la récession, mais supérieurs aux creux récents de 1,4 % pour la création d'emplois au quatrième trimestre de 2012 et de 12,8 % pour l'entrée au premier trimestre de 2013.

Note aux lecteurs

Les utilisateurs peuvent aussi obtenir sur demande des tableaux de données des estimations trimestrielles des entrées et des sorties d'entreprises des employeurs par industrie, ainsi que de la création et de la destruction d'emplois qui y sont associés, pour la période allant du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2014.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2612 et 8013.

L'article de recherche « Dynamique trimestrielle des entreprises et de l'emploi : estimations expérimentales du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2014 », qui fait partie de la publication *Aperçus économiques* (11-626-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études similaires sont accessibles à partir du module *Mise à jour sur l'analyse économique* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Danny Leung au 613-951-2574 (danny.leung@statcan.gc.ca), Division de l'analyse économique.

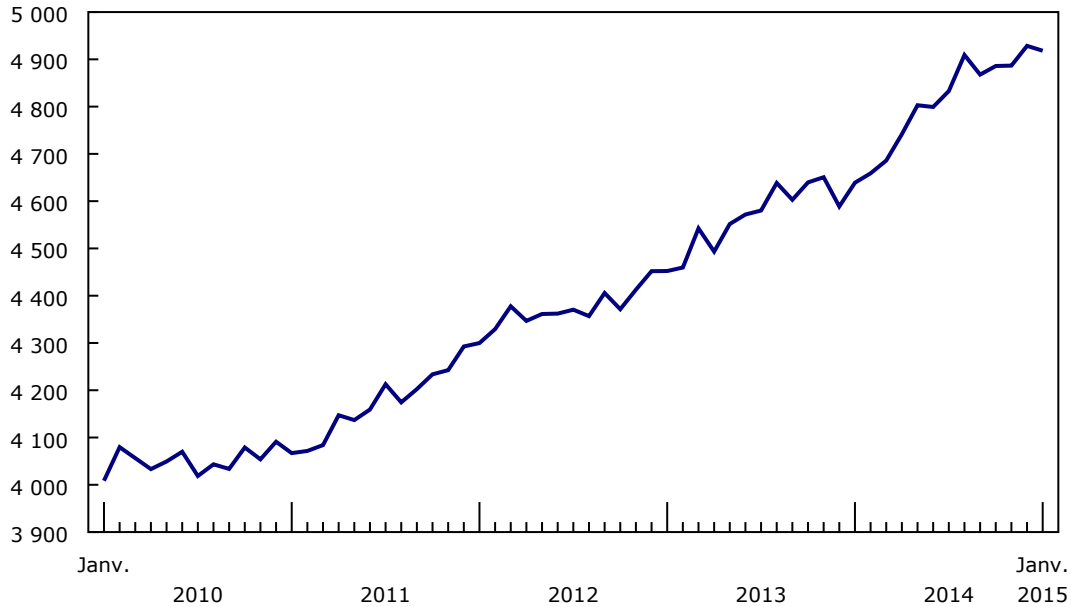
Services de restauration et débits de boissons, janvier 2015

Les ventes des services de restauration et des débits de boissons ont accusé un léger recul de 0,2 % pour s'établir à 4,9 milliards de dollars en janvier, après avoir enregistré trois hausses mensuelles consécutives. Les prix des aliments achetés au restaurant ont crû de 2,8 % au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en janvier, après une progression de 2,5 % enregistrée en décembre. Il s'agit de l'augmentation la plus marquée observée depuis avril 2012.

Graphique 1

Les ventes des services de restauration et des débits de boissons reculent légèrement en janvier

millions de dollars courants



Source(s) : Tableau CANSIM [355-0006](#).

En janvier, trois des quatre secteurs ont affiché une baisse des ventes. Les ventes dans le secteur des débits de boissons ont reculé de 4,6 %. Il s'agit du cinquième recul en six mois. Les recettes des restaurants à service complet ont diminué de 0,3 %, ce qui constitue le premier recul en quatre mois. Le secteur des établissements de restauration à service restreint était pratiquement inchangé en janvier, après avoir affiché des gains durant tous les mois de 2014. Le secteur des services de restauration spéciaux (+0,8 %), qui comprend les entrepreneurs en restauration, les traiteurs et les cantines mobiles, a affiché une hausse de ventes.

Baisse des ventes dans six provinces

Les ventes en Alberta ont diminué de 0,8 % en janvier, après trois hausses mensuelles consécutives. Les baisses étaient généralisées dans tous les sous-secteurs.

La Colombie-Britannique (-0,7 %) a enregistré une diminution de ses recettes pour un deuxième mois consécutif.

Les ventes de la Nouvelle-Écosse ont reculé pour la troisième fois en quatre mois, en baisse de 1,4 %.

Terre-Neuve-et-Labrador a déclaré une diminution de 1,9 % après cinq hausses mensuelles consécutives.

Le Québec (+0,4 %) a enregistré l'augmentation la plus marquée en dollars.

Note aux lecteurs

Toutes les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, consultez le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Tableau 1
Services de restauration et débits de boissons — Données désaisonnalisées

	Janvier 2014	Octobre 2014 ^r	Novembre 2014 ^r	Décembre 2014 ^r	Janvier 2015 ^p	Décembre 2014 à janvier 2015	Janvier 2014 à janvier 2015
	milliers de dollars					variation en %	
Ventes totales des services de restauration	4 639 039	4 885 921	4 886 675	4 928 538	4 918 210	-0,2	6,0
Restaurants à service complet	1 999 992	2 107 827	2 109 598	2 136 943	2 131 238	-0,3	6,6
Établissements de restauration à service restreint	2 060 803	2 174 979	2 173 464	2 191 294	2 192 063	0,0	6,4
Services de restauration spéciaux	389 307	415 076	416 444	410 408	413 758	0,8	6,3
Débits de boissons	188 937	188 039	187 169	189 893	181 151	-4,6	-4,1
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	68 992	69 653	74 505	76 035	74 600	-1,9	8,1
Île-du-Prince-Édouard	16 950	17 312	17 435	17 539	17 535	-0,0	3,5
Nouvelle-Écosse	110 114	118 033	117 586	118 637	116 927	-1,4	6,2
Nouveau-Brunswick	82 259	84 872	84 872	86 104	85 221	-1,0	3,6
Québec	876 407	895 137	891 160	897 859	901 190	0,4	2,8
Ontario	1 774 283	1 897 793	1 876 701	1 903 789	1 904 028	0,0	7,3
Manitoba	136 811	144 803	143 900	144 212	145 193	0,7	6,1
Saskatchewan	144 620	152 851	153 529	153 314	153 897	0,4	6,4
Alberta	693 141	739 340	739 494	745 120	739 220	-0,8	6,6
Colombie-Britannique	720 584	752 133	773 472	771 847	766 421	-0,7	6,4
Yukon	6 684	5 874	5 878	5 821	F	F	F
Territoires du Nord-Ouest	7 169	6 931	6 934	7 081	F	F	F
Nunavut	1 026	1 190	1 209	1 179	F	F	F

^r révisé

^p provisoire

F trop peu fiable pour être publié

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source(s) : Tableau CANSIM [355-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableau [355-0006](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2419](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 2013 (données définitives)

Selon les dossiers fiscaux, les revenus d'exploitation moyens par ferme au Canada se sont établis à 388 165 \$ en 2013, en hausse de 3,4 % par rapport à 2012. Dans l'ensemble, 9 des 11 principaux types de fermes ont affiché une croissance de leurs revenus d'exploitation moyens. La croissance a surtout été attribuable aux fermes porcines (+6,7 %), aux fermes spécialisées dans la culture de plantes oléagineuses et de céréales (+6,2 %), et aux exploitations spécialisées dans la culture en serre et en pépinière, et dans la floriculture (+6,1 %).

Les dépenses d'exploitation moyennes ont progressé de 3,5 % pour s'établir à 318 658 \$, les plus fortes hausses ayant été observées dans les fermes de plantes oléagineuses et de céréales (+7,2 %) et les fermes porcines (+6,8 %).

Note aux lecteurs

Le Programme des données fiscales agricoles s'appuie sur des dossiers fiscaux afin de produire des données détaillées, pour le Canada et les provinces, sur les revenus et les dépenses d'exploitation pour le secteur agricole.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [002-0044](#) à [002-0063](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [3447](#).

Il est également possible de consulter des [tableaux sommaires](#) à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Caractéristiques des voyageurs internationaux d'une nuit ou plus, 2013

Le nombre de voyages avec nuitées effectués par les résidents canadiens à l'étranger a atteint 32,9 millions pendant 2013, ce qui représentait des dépenses de 35,0 milliards de dollars. Les voyages avec nuitées à destination des États-Unis se sont chiffrés à 23,4 millions, les dépenses ayant atteint 20,9 milliards de dollars.

Les résidents des États-Unis ont entrepris 11,5 millions de voyages avec nuitées au Canada en 2013, et y ont dépensé 6,7 milliards de dollars lors de ces voyages. Au cours de la même période, les résidents des pays d'outre-mer ont effectué 4,5 millions de voyages avec nuitées au Canada, et ont dépensé 7,6 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

En partenariat avec des intervenants externes, Statistique Canada a mis à jour la méthode utilisée pour estimer le nombre de voyages de même jour ou avec nuitées réalisés par les résidents américains entrant au Canada en avion commercial à l'un des trois principaux aéroports suivants : Pearson (Toronto), Trudeau (Montréal) et Vancouver.

Ces modifications ont créé un bris dans les séries chronologiques portant sur le nombre de résidents américains effectuant des voyages en avion commercial de même jour ou avec nuitées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

Il est à noter que la mise à jour méthodologique n'a eu aucune incidence sur le nombre total de résidents des États-Unis entrant au Canada par avion commercial. Toutefois, les données de 2013 et de 2014 sur les voyages de même jour ou avec nuitées en avion commercial réalisés par les résidents américains ont été révisées.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3152.

Les données de l'Enquête sur les voyages internationaux sont maintenant offertes. On peut se procurer sur demande les tableaux et les profils statistiques sur les caractéristiques des voyages internationaux qui ont été produits à partir des données de 2013.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Estimations trimestrielles expérimentales sur l'entrée et la sortie des entreprises, deuxième et troisième trimestres de 2014

Des estimations trimestrielles expérimentales portant sur le nombre d'entrées et de sorties d'entreprises dans le secteur des entreprises, ainsi que l'emploi qui y est associé, pour les deuxième et troisième trimestres de 2014 sont maintenant offertes sur demande.

Des données révisées pour la période allant du premier trimestre de 2001 au premier trimestre de 2014 sont également disponibles.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2612](#) et [8013](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour commander des tableaux de données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Danny Leung au 613-951-2574 (danny.leung@statcan.gc.ca), Division de l'analyse économique.

Coup d'œil sur le Canada, 2015

L'édition de 2015 de la publication *Coup d'œil sur le Canada* est maintenant disponible.

Coup d'œil sur le Canada présente des statistiques actuelles sur la démographie, l'éducation, la santé et le vieillissement, la justice, le logement, le revenu, le marché du travail, les ménages, l'économie, les voyages, les finances, l'agriculture, le commerce international et l'environnement du Canada.

L'édition de 2015 de la publication *Coup d'œil sur le Canada* (**12-581-X**) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. La version imprimée de *Coup d'œil sur le Canada* est également disponible sur demande.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour commander un exemplaire ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Penny Stuart au 613-951-2005 (penny.stuart@statcan.gc.ca), Division des communications.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Coup d'oeil sur le Canada, 2014

Numéro au catalogue [12-581-X](#) (HTML | PDF | Imprimé)

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Numéro au catalogue [13-605-X](#) (HTML)

Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, 2015

Numéro au catalogue [72-203-G](#) (HTML | PDF)

Guide des Statistiques sur les postes vacants, 2015

Numéro au catalogue [72-210-G](#) (HTML | PDF)

Nouvelles études

Aperçus économiques : « Pourquoi les perspectives scolaires sont-elles plus prometteuses pour les élèves des écoles secondaires privées? », n° 44

Numéro au catalogue [11-626-X2015044](#) (HTML | PDF)

Aperçus économiques : « Dynamique trimestrielle des entreprises et de l'emploi : estimations expérimentales du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2014 », n° 45

Numéro au catalogue [11-626-X2015045](#) (HTML | PDF)

Direction des études analytiques : documents de recherche : « D'où proviennent les différences entre les résultats scolaires des élèves des écoles secondaires publiques et ceux des élèves des écoles secondaires privées? », n° 367

Numéro au catalogue [11F0019M2015367](#) (HTML | PDF)

Un aperçu de la révision complète de 2015 du Système canadien des comptes macroéconomiques

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 : « Mobilité scolaire et résultats scolaires des élèves des Premières Nations vivant hors réserve »

Numéro au catalogue [89-653-X2015006](#) (HTML | PDF)

Calendrier des communiqués : avril 2015

(En raison de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
2	Commerce international de marchandises du Canada	Février 2015
9	Permis de bâtir	Février 2015
9	Indice des prix des logements neufs	Février 2015
10	Enquête sur la population active	Mars 2015
15	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Février 2015
16	Investissement en construction de bâtiments non résidentiels	Premier trimestre de 2015
17	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Février 2015
17	Commerce de détail	Février 2015
17	Indice des prix à la consommation	Mars 2015
20	Voyages entre le Canada et les autres pays	Février 2015
21	Commerce de gros	Février 2015
23	Superficies des principales grandes cultures	31 mars 2015
23	Assurance-emploi	Février 2015
29	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Mars 2015
30	Produit intérieur brut par industrie	Février 2015
30	Emploi, rémunération et heures de travail	Février 2015

Voir aussi le [calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques](#) pour le reste de l'année.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>